

# LE DISCOURS GOUVERNEMENTAL DANS LES STRATEGIES D'IMPLICATION DE LA DIASPORA CAMEROUNAISE DE FRANCE AU DEVELOPPEMENT LOCAL AVEC UNE REALITE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DU CO-DEVELOPPEMENT

**Mariette EDIMO MBOO**

*Institut des relations internationales du Cameroun (iris)*

[edymadyo@yahoo.com](mailto:edymadyo@yahoo.com)

## Résumé

*La division du travail gouvernemental se justifie par les missions assignées à chaque département ministériel. La communication étant à la base de toute action, il convient ici de mettre en exergue l'influence et l'impact qu'un discours peut avoir sur les acteurs de la société. Le sujet qui nous intéresse ne s'éloigne pas de cette description. Il est question de s'interroger sur les éléments socio-anthropologiques contenus dans le discours gouvernemental camerounais et pouvant influencer l'implication de la diaspora camerounaise de France dans le développement local. Notre hypothèse permet donc de penser que le discours du gouvernement a un impact dans les stratégies d'implication de la diaspora camerounaise de France au développement du Cameroun.*

**Mots clés :** *Diaspora, Co-développement, Discours gouvernemental, Développement Local, Politique Publique,*

## Abstract

*The government division of labor is justified by the missions assigned to each ministerial department. Communication being at the base of any action, it is advisable here to highlight the influence and the impact that a speech can have on the actors of the company. The subject which interests us does not deviate from this description. It is a question of questioning the socio-anthropological elements contained in the Cameroonian government discourse and being able to influence the involvement of the Cameroonian diaspora of France in local development. Our hypothesis therefore allows us to think that the government's discourse has an impact on the strategies of involvement of the cameroonian diaspora of France in the development of Cameroon.*

**Keywords:** *Diaspora, Co-development, Government speech, Local development, public policy*

## Introduction

La philanthropie diasporique envers les pays d'origine n'a rien de nouveau. En effet, bien avant que des codes soient établis par la communauté internationale, la diaspora du Cameroun en générale et celle de France en particulier, ainsi que celle de l'Afrique, avait bien longtemps amorcé des actions de développement local à travers des perspectives

économiques. Voilà pourquoi le Cameroun a finalement compris que coopérer avec sa diaspora est vital. Des solutions devront s'harmoniser avec des milieux politiques, sociaux et économiques actuels et être suivis par un engagement volontaire et une direction bien définie de la part des décideurs<sup>1</sup> (Wolff Valerie, 1999). De plus en plus, les gouvernements, dont celui du Cameroun, a mobilisé les actions pour faire appel à l'expertise de la diaspora. C'est dans cet optique que ce travail contribue efficacement au débat portant sur l'impact du discours du gouvernement envers la diaspora. Qu'est ce qui est dit et qui pourrait galvaniser de plus belle la diaspora à s'impliquer de manière totale au développement de proximité ? Le cas de la diaspora camerounaise est symptomatique d'un ensemble de facteurs oscillant entre la polémique et l'incommunicabilité. Cet état de chose justifie notre choix de mener notre recherche sur la communication stratégique du gouvernement avec la diaspora. Dans une lecture postcoloniale, il s'agit de repenser la forme traditionnelle de l'Aide Publique au Développement (APD) au bénéfice des pays en voie de développement en intégrant les migrants comme nouveaux partenaires stratégiques de l'APD. Il sera donc question dans le cadre de cette recherche, de voir les modalités de la communication stratégique, en état d'action ou de défaillance et davantage, l'implication de la diaspora au co-développement. D'ailleurs, dans *Repenser le développement à partir de l'Afrique*<sup>2</sup> (PONDI, 2011) il est indiqué que désormais c'est à l'Afrique elle-même qu'il importe de penser son propre développement ; un développement pluridimensionnel ayant pour socle le multiculturalisme du continent.

C'est dans cette perspective que, suite à la demande de Jean-Pierre CHEVENEMENT<sup>3</sup>, Sami NAÏR rédigera en 1997 "le rapport de bilan et d'orientation de la politique de Co-développement liée aux flux migratoires" qui sera le premier document à donner un contenu

---

<sup>1</sup> (V.) Wolff Opoku-Owusu (S.) ICMPD, Document contextuel, l'engagement de la diaspora dans le domaine de l'investissement et de l'entrepreneuriat Principales stratégies et pratiques notables dans la région du Processus de Rabat, Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires ICMPD.

<sup>2</sup> (J-E), PONDI « *Repenser le développement à partir de l'Afrique* », Yaoundé, Afrédit, 2011, pp. 25-45.

<sup>3</sup> Ministre de l'intérieur sous le gouvernement de Lionel Jospin 1996

scientifique au co-développement. La notion de co-développement est définie à partir de l'objectif de valoriser les capacités intellectuelles et financières des migrants au service de leur pays d'origine. Le co-développement, selon Sami NAÏR s'inscrit donc dans la dynamique de la solidarité contraignante, il signifie le dépassement de la coopération pour l'instauration d'objectifs communs<sup>4</sup> (Nair, 1997). L'originalité du co-développement réside surtout dans le fait que le migrant devient acteur conscient du développement car nulle forme d'aide (pouvoirs publics, banques, associations, etc...) ne peut se substituer à son action. **Virginie VANHAEVERBEKE** dans " Le co-développement un concept qui se cherche encore "<sup>5</sup> affirme que le co-développement a pour champ de prédilection la coopération décentralisée. En effet, elle explique qu'il faut avant tout veiller à ne pas confondre le co-développement avec le développement en général. Il s'agit en particulier de le distinguer du développement local et de la coopération décentralisée. Le co-développement est en quelque sorte un bonus apporté par les migrants au développement local sous la forme de financement et/ou par des interventions en tant qu'intermédiaire ou facilitateur dans des relations de coopération décentralisée. D'ailleurs les députés Jacques GODFRAIN et Richard CAZENAVE en 2007 dans le " rapport sur le co-développement " prônent une capitalisation de la coopération décentralisée afin d'inscrire les initiatives de migrants dans de véritables projets de développement local, intégrant les dimensions économiques, sociales, environnementales et culturelles<sup>6</sup> (GODFRAIN, CAZENAVE, 2007). Nous constatons donc que le co-développement s'inscrit dans la dynamique du développement local avec, comme interface, la coopération décentralisée, et une fois de plus comme l'a dit plus haut Sami NAÏR, il place le migrant comme acteur conscient du développement. Néanmoins cette conception du co-développement n'est pas partagée par tous les auteurs car, pour certains, le co-développement est un instrument permettant de lutter contre l'immigration des africains dans les pays développés.

---

<sup>4</sup> (S.) NAÏR, « *Mission interministérielle migrations co-développement* », éd. Khartallan, Paris, 1997, pp. 1-9.

<sup>5</sup> (V.) VANHAEVERBEKE, « *Le Co-développement, un concept qui se cherche encore* », In Echos du Cota, Vol4, N°3,2006, pp.1-2.

<sup>6</sup> (J.) GODFRAIN, (R) CAZENAVE, « *Rapport sur le Co-développement* », Assemblée Nationale française, Paris, 2007, pp.3-9.

Certains auteurs tel que Jean François BAYART appréhendent le co-développement comme une fiction qui indigénise<sup>7</sup> (Jean François BAYART, 2007) l'Afrique. Le co-développement met à distance les migrants en leur assignant un espace, celui du développement de leur village et en leur interdisant d'autres espaces, ceux de la citoyenneté dans leur société d'accueil et de l'accumulation dans l'économie globale. Gustave MASSIAH Président du CRID<sup>8</sup> va dans le même sens lors du colloque " Enjeux et pièges du co-développement " lorsqu'il affirme que le co-développement consiste principalement à réguler les flux migratoires car d'après ce dernier, le co-développement véhicule l'idée selon laquelle les pays doivent se développer pour stopper les migrations, et de plus, le co-développement n'est pas forcément positif. D'ailleurs dans la continuité de sa pensée, il précise que l'histoire de la mondialisation a connu trois périodes de co-développement : le commerce triangulaire de l'esclavagisme, la colonisation et le développement de l'industrialisation et du capitalisme en Europe. C'est pour cela qu'il soulignait la nécessité de parler de développement coordonné, de développement partagé ou encore mieux de développement solidaire. Jérôme AUDRAN adhère à la même réflexion que Gustave MASSIAH et Jean François BAYART sauf que lui, fait une analyse politico-économique du co-développement en l'appréhendant comme un outil au service des intérêts politiques stratégiques et économiques de la France. Dans un article<sup>9</sup> intitulé " Gestion des flux migratoires : réflexion sur la politique française de co-développement ", il explique que le co-développement est une nouvelle orientation de l'APD, un outil d'action visant à atténuer les pressions migratoires allant du Sud vers le Nord.

Par contre, le groupe de travail de l'Institut Montaigne sous la houlette de Françoise RACHLINE, a rédigé un ouvrage " Afrique-France, réinventer le Co-développement " dans lequel le co-développement est appréhendé comme un partenariat gagnant-gagnant. Le sens qui est donné au concept de co-développement est celui d'un partenariat entre les deux continents

---

<sup>7</sup> (J-F.) BAYART, « *En finir avec le co-développement* », In *Alternatives Economiques*, Paris, vol7, N°257, 2007, pp.2-6.

<sup>8</sup> Centre de Recherche et d'Information pour le développement

<sup>9</sup>(J.) AUDRAN, « *Gestion des flux migratoires : réflexions sur la politique française de co-développement* », In *Annuaire suisse de politique de développement*, Vol.27, N°2, 2008, pp. 2-6.

pour accélérer leur croissance<sup>10</sup>. Nous comprenons donc que le co-développement est un concept en rupture qui perçoit l'aide au développement comme essentielle à soutenir la croissance des deux partenaires<sup>11</sup>, celui qui l'accorde et celui qui la reçoit, mais pas comme une assistance.

Cette étude repose préalablement sur l'influence du discours gouvernemental et son impact non seulement sur le développement local mais aussi sur la notion du co-développement. Deux approches apparemment différentes mais complémentaires face aux nouveaux enjeux (enjeux de développement local et du co-développement) qui rivalisent entre eux. Ce cadre de réflexion nous amène à formuler la question principale de notre recherche de la manière suivante : Comment le discours du gouvernement Camerounais influence-t-il l'implication de la diaspora camerounaise de France dans le développement local et la refondation du co-développement ?

C'est sur la base de ce postulat que nous allons mobiliser nos théories et l'approche méthodologique de notre travail à l'effet de ressortir l'impact du discours gouvernemental sur une diaspora de plus en plus impliquée dans le développement local et dans la refondation du co-développement, malgré quelques revendications d'une autre partie de cette diaspora.

La réponse à cette question pourrait permettre de mieux comprendre et connaître la quintessence du concept de diaspora notamment celle du Cameroun en France à partir des actions menées en faveur du développement local, avec pour enjeu majeur la refondation du co-développement, et partant de là, contribuer à l'élaboration de nouvelles stratégies d'encadrement des actions de la diaspora du Cameroun au Cameroun. La présente étude a donc pour but de vérifier l'hypothèse selon laquelle le discours du gouvernement a un impact mitigé dans les stratégies d'implication de la diaspora camerounaise de France au développement de ce pays avec en toile de fond le co-développement comme défi majeur.

---

<sup>10</sup>(F.) RACHLINE, « *Afrique-France : réinventer le Co-développement au Nord comme au Sud* », Nice, Institut Montaigne, 2010, pp. 39-54.

<sup>11</sup>*Idem* *Se développer ensemble, en profitant de leurs complémentarités. C'est donc un concept positif et non, comme dans son acception fréquente, un concept mutuellement bénéfique et non pas unilatéral : le co-développement doit créer les bénéfiques.*

Ce travail propose la démonstration de l'implication ainsi que la mise en sens et d'actions des politiques publiques dans le cadre de la gestion de la question de la diaspora concernant le développement local. Il semble primordial d'interroger la portée heuristique de notre analyse et met l'accent sur la production intellectuelle dans l'élaboration des politiques liées pour et/ou par la diaspora. Il n'est pas superfétatoire de rappeler que ce travail de recherche mettra en lumière les causes de l'émergence et du développement du discours des membres du gouvernement.

## **II- la méthodologie**

Pour mener à bien notre travail en vue d'obtenir des résultats convaincants, la méthode expérimentale nous aura permis d'atteindre nos objectifs. Notre étude a été menée en France et au Cameroun. Il a été question de questionner cent camerounais vivants en France et cinquante diasporiques venus s'installer au Cameroun. Pour ce faire, la méthode hypothético-déductive qui s'applique dans les sciences empiriques nous aura permis de formuler des hypothèses afin d'en déduire les conséquences observables futures permettant d'en déterminer la validité. Cela permet d'organiser une confrontation à la réalité. La collecte de données a été simple car il s'est agi au niveau de la France, de distribuer les questionnaires à nos contacts sur place. Qui, à leur tour, étaient chargés de les distribuer à leurs proches, amis et connaissances. Ainsi, à travers eux, nous avons pu obtenir des réponses utiles. Notre population ici est donc la diaspora du Cameroun en France et celle qui est définitivement venue s'installer au Cameroun. Comme critères d'inclusion, nous avons recherché les camerounais de France qui y sont installés depuis plus d'un an. Au Cameroun, nous avons également recherché ceux des camerounais qui ont résidé en France pendant plus d'un an et qui ont choisi retourner au Cameroun pour s'y installer définitivement avec des projets réalisés ou en cours de réalisation. Comme critères d'exclusion, il était question de ne pas travailler avec les camerounais qui n'avaient plus établis de lien entre eux et le Cameroun. Notre outil de recherche ici est l'action participative qui est une méthode de communication utilisée dans une communauté ainsi que la méthode de collecte de données. Dans l'optique de collecter les informations essentielles pour

notre recherche, il était question de convoquer les méthodes d'observation directe et indirecte. L'observation directe a consisté à collecter la documentation tant sur support papier que numérique, nécessaires à la bonne conduite de notre travail de recherche. L'observation indirecte, quant à elle, nous a permis d'être en contact avec la réalité de la mobilisation de la diaspora ainsi que des différents discours prononcés par le gouvernement du Cameroun. Elle nous permet d'interroger des personnes pour obtenir des informations importantes pour exploitation. Les données ayant été recueillies, nous avons procédé au traitement de celles-ci à travers des outils bien définis d'une part ainsi que des méthodes d'analyse appropriées d'autre part. Les données antérieures sont utilisées dans le cadre d'une recherche littéraire à travers par exemples les livres, les articles, les rapports, les fora, des faits de société, des archives, des articles de presse, des discours, des comptes-rendus des réunions, documents iconographiques (documents sonores).

La recherche documentaire a consisté à exploiter la documentation concernant le discours gouvernemental, la diaspora du Cameroun en France, du développement du Cameroun avec comme instrument le co-développement. À cet effet, nous avons séjourné dans les bibliothèques afin de collecter une quantité suffisante de données englobant des statistiques officielles, des ouvrages spécifiques et généraux et ceux issus des travaux de recherche divers, tels que: articles, mémoires, thèses de doctorat, primordiaux pour notre recherche. Internet n'a pas été en reste dans le cadre de cette recherche documentaire. Elle nous permet d'interroger des personnes pour obtenir des informations importantes pour exploitation. À ce niveau, nous avons analysé qualitativement les données documentaires, écrites et numériques par la méthode d'analyse de contenu. Il en a été de même en matière de dépouillement.

Le travail interprétatif est convoqué ici car après collecte des différentes données à tous les niveaux, il est primordial de les analyser puis les interpréter dans le cadre d'un bilan. En fait, il s'agira de déterminer la pertinence des objectifs et leur degré de réalisation, l'efficacité au regard du développement, l'efficacité puis l'impact ainsi que la viabilité des actions menées tant par le gouvernement camerounais que par sa diaspora de France. Ceci sera mieux traduit dans la rubrique des résultats attendus.

### **III- résultats**

Après dépouillement des questionnaires, les réponses sont claires. En effet, sur 100 personnes interrogées en France dans le cadre de cette étude pour savoir s'ils pensaient qu'un effort de communication était fait dans les discours du gouvernement camerounais en direction de sa diaspora, 60 % ont estimé percevoir cet effort de la part du gouvernement à communiquer pour intéresser sa diaspora, mais estiment que beaucoup restent encore à faire notamment dans la prise en compte des résolutions dues soit au forum des diasporas organisés en 2017 à Yaoundé ou encore lors du Grand Dialogue National. 40 % ont pensé que le gouvernement camerounais ne fait rien de pratique pour permettre à sa diaspora notamment celle de France de s'investir au Cameroun. Tous ont reconnu que le Cameroun s'améliore énormément dans la prise en considération des diasporiques de retour au Cameroun à travers des programmes bien connus d'insertion dans la société camerounaise pour ces derniers.

## V. Discussion

Malgré les différents travaux d'experts menés dans le cadre de l'analyse du discours, beaucoup reste à faire. En effet, six ans après le N<sup>o</sup>13 de langage, consacré par J. DUBOIS et J. SUMPFF à l'analyse du discours, il semble toujours important de revenir sur cette question. En France, l'étude du discours naît à travers les auteurs ci-dessus cités après leur contribution au colloque de Saint-Cloud et du N<sup>o</sup>13 de langage qui s'était inspiré à l'époque de l'analyse des travaux de l'américain Z. HARRIS qui portait sur Discourse *analysis* se traduisant par l'extension de la linguistique à l'analyse du discours. A cet effet, STUPF se demande:

« Quelles sont les catégories signifiantes, intuitives sans doute mais opératives, telles qu'un jeu de différentes analyses rendant compte de tout discours, même le moins normal <sup>12?</sup>»

Pour mieux comprendre un texte, HARRIS propose trois postulats: le monologisme du texte, la clôture structuraliste du texte et l'adéquation au nouvel objet des outils forgés aux niveaux inférieurs d'analyse linguistique. Pour mieux comprendre l'analyse du discours, il faudrait déjà commencer

---

<sup>12</sup>(L) GUESPIN « *Université de Rouen Types de discours, ou fonctionnements discursifs* » P.3, Consulté le 7 Novembre 2019 à 7h44min.



par situer l'objet du discours dans son contexte et à cet effet, il est important de rappeler avec DUBOIS et SUMPF que :

Le discours c'est l'énoncé considéré du point de vue du mécanisme discursif qui le conditionne. Ainsi, un regard jeté sur un texte du point de vue de sa structuration, en langue, en fait un énoncé ; une étude linguistique des conditions de production de ce texte en fera un discours<sup>13</sup>

Sauf qu'au regard de cette vision, Regine ROBIN ne s'y accorde pas dans la mesure où elle considère que : " S'ils entendent par-là que les conditions de production dans le cadre institutionnel, appareil idéologique dans lequel il s'inscrit, représentations qui le sous-tendent , conjoncture politique, rapport de forces, effets stratégiques recherchés, ne sont pas un simple contexte, des circonstances qui exerceraient à leur façon de simples contraintes sur le discours mais que ces conditions caractérisent de discours, le constituant et les constituants sont repérables par l'analyse linguistique <sup>14</sup>". Elle essaie donc de dégager les réactions d'appartenance d'un discours à une formation discursive qui est un facteur constitutif du discours et cette relation est repérable par l'analyse linguistique. Ces auteurs amènent doucement mais sûrement le lecteur à considérer le discours comme "action"

Si le discours peut être considéré comme une action, alors c'est un mérite pour lequel il faut débattre et travailler même si la vérité qui, hors d'une théorie du discours fonctionne comme une invite au pragmatisme c'est-à-dire comment rendre le discours efficace, en faire un instrument de conviction ? Lorsqu'on sait que pour convaincre il faut d'abord être convaincu.

D'un autre côté, certain auteur tel que De CERTEAU estime que tout est discours car toute lecture réemploie le texte, elle invente un sens, puis, tout est renvoi car chaque texte reçu renvoie à d'autres et (...) ces renvois disent ce qu'aucune de ces interprétations ne peut donner ni fixer.

En dehors de ces deux catégories, il existe des chercheurs qui sont restés à leur faim concernant la question du discours car il va de soi que l'analyse du discours est genèse du langage et tout fonctionnement du langage se

---

<sup>14</sup> *Idem*244

trouve dans des formations discursives d'une société élaborée qui ne sont pas forcément déterminées par les mêmes référentiels. Voilà pourquoi SUMPf conclut en disant que :

« Ce qui était relativement intuitif au niveau documentaire devient acceptable au sens logique et clos à travers le type de discours qui se trouve dans la didaxie dans sa validation et sa clôture »

De toutes les façons, l'analyse du discours ne peut s'effectuer qu'avec le matériau mis à sa disposition, même si de temps en temps on peut constater l'inadéquation relative des outils forgés dans une intention différente. Voilà pourquoi il est important de dire que l'analyse du discours ne se forge de nouveaux outils que dans la pratique. Or, les outils permettent de théoriser et de valider la science des hypothèses linguistiques nouvelles qui sont celles des analystes des discours. Se donner le discours d'une formation politique c'est donc de résoudre provisoirement un problème.

## **SECTION 1 : L'IMPLICATION DU DISCOURS GOUVERNEMENTAL AU PLAN NATIONAL**

L'histoire de la communication gouvernementale part d'une date, celle du 26 juin 1989. En effet, c'est par la circulaire N°005/CAB/PR du 26 juin 1989 que le Président de la République instaure la communication gouvernementale. En remontant cependant le cours de l'histoire, nous constatons qu'il est exact de dire que la circulaire N°009/CAB/PR du 31 décembre 1985 est à l'origine de l'instauration de la communication gouvernementale. En effet, le chef de l'État y déplore le manque de prudence des personnalités, de la hiérarchie administrative et notamment des membres du gouvernement, au cours des déclarations publiques par voie de radio ou lors des manifestations officielles. Il parle alors :

Des révélations pour le moins inadéquates sur divers aspects de la vie nationale ou sur des dossiers dont ils ne connaissent pas la substance ou de ceux qui, insuffisamment informés, communiquent des données partielles ou erronées sur les questions qu'ils exposent et se lancent dans les interprétations peu exactes des décisions ou de la politique du gouvernement.

## **Paragraphe 1 : La Diaspora Camerounaise De France : Actrice De Développement Ou De Désintégration Du Cameroun ?**

La crise anglophone au Cameroun est initialement basée sur des revendications corporatistes des avocats et des enseignants anglophones sur la primauté de l'usage de la langue française dans la majorité des institutions camerounaises sans toutefois tenir compte des anglophones. Alors que l'État du Cameroun était en train de s'atteler à résoudre ce problème, une vague de sécessionnistes est montée en puissance pour revendiquer un État à part entier qu'on appellerait Ambazonie.

Le Cameroun attend de sa diaspora un dynamisme que les camerounais de l'intérieur, malgré le contexte sociopolitique et économique peu favorable, se battent à assumer quotidiennement. Comment donc comprendre que ceux des camerounais qui vivent pourtant mieux que la plupart de leurs frères restés au pays dans la débrouillardise soient toujours les premiers à se plaindre? Peut-être me rétorquera-t-on que cela est semblable au mythe de la caverne. Oui peut-être mais restons tout de même logique. Au gouvernement camerounais, nous disons qu'il est important que le dynamisme et la rigueur soient réinstitués ou revitalisés dans tous les domaines de notre société. Que l'impunité cesse, que le mérite soit valorisé et que les meilleurs soient pris en exemple dans la société pour la jeunesse. Que chaque camerounais d'ici et d'ailleurs se sente à l'aise au Cameroun.

Malgré les assauts d'une diaspora camerounaise déchainée contre un système, les solutions sont quand même envisagées car le chef de l'État Paul BIYA en tant que père de famille, souhaite avoir tous ses enfants autour de lui, mendiant de la paix de son état. Il a tendu la main à toutes les parties dans le cadre d'un dialogue. C'est d'ailleurs pour confirmer cette stature qu'il a pris part au 2<sup>ème</sup> forum sur la Paix en novembre 2019 qui s'est tenu dans la capitale française. Une partie s'est dessaisie de cette main pour dire qu'elle n'ira pas à ce dialogue mais l'autre partie s'y est donnée à cœur joie. Si le dialogue est boycotté, par quoi pourrait-il être remplacé pour que les camerounais cessent de se faire une guerre inutile ?

Il faut ajouter pour la fin, que les crises telles que celle que le Cameroun subit actuellement dans les régions à problèmes, provoquent les migrations

et des déplacements forcés qui, à long terme, peuvent créer des communautés de la diaspora. La diaspora fortement mobilisée peut aider les gouvernements et les communautés à résoudre une crise, à faire face à ses conséquences humanitaires et à contribuer au redressement et à la réadaptation après la crise. Le transfert des compétences de la diaspora peut permettre de renforcer ou de mettre en place des infrastructures de santé, d'éducation, de justice et autres au Cameroun. Les membres de la diaspora du Cameroun en France sont souvent parmi les premiers à réagir et intervenir en prenant le risque d'investir. Elle peut, comme toutes les autres diasporas d'ailleurs, redynamiser le développement économique et social après la crise dans une perspective de durabilité soutenue et pourquoi pas prolongée.

## **Paragraphe 2 : Les Solutions Engrangées Par Le Cameroun Pour Sa Diaspora**

C'est au Cameroun qu'incombe la responsabilité première de protéger et de soutenir sa diaspora en tant que pays d'origine. De nombreuses initiatives nationales destinées à soutenir notre diaspora du Cameroun de France et d'ailleurs existent, il s'agit par exemple de la mobiliser et de l'intégrer à la planification des politiques et programmes pertinents. Au Cameroun, l'apport de la diaspora en général et celle de France précisément au développement socio-économique n'est plus un sujet de discussion mais au contraire, la question qui se pose est celle de savoir comment capitaliser les ressources de la diaspora pour l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035. Comment s'y prendre pour que la diaspora se sente un acteur de développement à part entière et non entièrement à part. Pour preuve, la mise en œuvre du DSCE mais aussi de la SND30 intègre une dimension " mobilisation des ressources de la diaspora ". Convaincu des potentiels que possède la diaspora camerounaise, le gouvernement entend encourager cette dernière à investir au pays. Il a été constaté que depuis l'an 2000, le volume des transferts de fonds vers le Cameroun est en hausse continue. Près de 80% de ces fonds sont affectés aux besoins courants de ménages notamment les frais scolaires, les frais de santé, etc. Il n'y a qu'une infime partie qui soit investie dans les secteurs porteurs. Pourtant, pour cette diaspora, c'est le secteur tertiaire qui est le plus rentable et où les contraintes fiscales, douanières et autres se font moins ressentir. Il s'agit notamment de l'immobilier, des restaurants, de salon de coiffure, du

sport, les cliniques pour ne citer que ceux-là, qui reviennent le plus dans les discussions. Le choix de ces secteurs est justifié par le souci de la rentabilité immédiate. Cette opinion de la diaspora devrait être considérée dans la mise en place des stratégies de capitalisation de ses ressources.

Comme pour toute politique volontariste, la diaspora requiert une sorte de partenariat ou du moins une relation de confiance mutuelle entre acteurs concernés. Elle requiert aussi que les règles du jeu soient connues, appliquées et encourageantes pour tous. Il s'agira également par exemple de créer un guichet unique de création d'entreprises dédiée à la diaspora camerounaise de France, mais on pourrait élargir cette mesure à tous les membres de la diaspora camerounaise, ainsi que la mise en place de nouvelles dispositions de l'administration de la douane, au profit des camerounais de l'étranger.

Dans la même perspective, le Cameroun devrait améliorer ses services consulaires destinés aux camerounais de l'étranger, à travers la formation et l'affectation de nouveaux cadres au sein des consulats, notamment le conseiller économique et commercial, peut-être désigné pour organiser régulièrement des activités de communication et d'accompagnement des initiatives d'investissements de la diaspora. Enfin, il faut s'assurer que la direction des camerounais à l'étranger, des étrangers au Cameroun, des réfugiés et des questions migratoires soit dotée d'une autonomie financière et opérationnelle ainsi que des ressources humaines suffisamment formées pour être à la hauteur mais surtout pour être proactif dans l'accompagnement des initiatives de la diaspora pour le développement économique du Cameroun.

## **SECTION 2 : LA STRATEGIE D'INTEGRATION SUR LES PLANS NATIONAL ET INTERNATIONAL**

### **Paragraphe 1 : Sur Le Plan International**

L'union européenne soutient la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) au Cameroun. Monsieur Raul Mateus PAULA, chef de la délégation de l'Union européenne au Cameroun et monsieur Joseph TEDOU, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique, ont procédé le 28 juin 2012, en présence de M. NGANOU DJOUMESSI, ministre de l'Économie, de la Planification et de

l'Aménagement du Territoire, à la signature conjointe d'une subvention de financement d'un montant de 3,787 millions euro, relative au volet statistique du Programme d'Appui à la Reforme des Finances Publiques (PARFIP). À travers cette intervention, l'Union européenne confirme son appui pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement Statistique (SNDS), adoptée par les autorités camerounaises<sup>15</sup>. L'objectif global de cette subvention étant de contribuer à l'amélioration du dispositif de production et de diffusion de l'information statistique pour un meilleur suivi/évaluation des politiques de développement du Cameroun. Les actions programmées prennent le relais de celles menées dans le cadre du 9<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED), volet 3 relatif au programme d'amélioration de la gouvernance dans la gestion des finances publiques (PAGT). La subvention sera utilisée en complémentarité des interventions du gouvernement et des autres partenaires techniques et financiers impliqués dans la mise en œuvre de la SND30

## **Paragraphe 2 : Sur Le Plan National**

Il est difficile d'obtenir des données fiables quant au nombre d'associations par exemple établies en France, même si l'annuaire de 2015 essaie tant bien que mal de faire une illustration à cet effet. Une réalité est toutefois admise communément car à l'exception de quelques-unes à la notoriété établie, peu d'associations sont réellement actives et la très grande majorité d'entre elles souffrent d'un manque de motivation.

Le discours gouvernemental dans les stratégies d'implication de la diaspora camerounaise de France au développement local semble plus que dans le passé revêtir une importance toute particulière pour le Cameroun et la France dans le cadre de la gestion de ces programmes. Le rappel du thème de notre travail voudrait traduire le dépassement de la perception traditionnelle de la migration, mais de plus en plus de la diaspora. C'est au regard de la pertinence de l'apport de la diaspora pour les pays en voie de développement tel que le Cameroun que naît, le thème qui sous-tend ce travail et qui soulève par la même occasion la problématique de l'influence du discours gouvernemental et son impact non seulement sur le développement local mais aussi sur la notion du co-développement par

---

<sup>15</sup>Institut National de la statistique du Cameroun, l'Union européenne soutient la mise en œuvre de la Strategie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) au Cameroun

la diaspora du Cameroun en France. La population choisie dans le cadre de cette étude a reposé sur cent camerounais vivants en France depuis plus d'un an et sur cinquante autres retournés s'installer au Cameroun. Ceci a été possible grâce aux questionnaires dûment remplis par chacun d'eux. Le résultat obtenu après dépouillement démontre que le gouvernement camerounais est en train de mener de plus en plus d'efforts pour l'implication de la diaspora dans la vie nationale. Certains discours du Chef de l'Etat ainsi que quelques-uns de ses collaborateurs en disent long. Ce qui traduit une réelle préoccupation de passer du discours à l'action et bien illustré par l'organisation par le Cameroun des grandes rencontres. Pour traiter la problématique liée à cette thématique, il a été important de se poser de bonnes questions notamment celles faisant allusion à l'impact du discours d'un gouvernement sur la société ? Le discours du gouvernement camerounais influence-t-il la diaspora camerounaise de France ? Les hypothèses qui ont reposé sur Le discours de la diaspora incitent une motivation susceptible d'avoir un impact sur le co-développement ; Le discours gouvernemental a, au regard des actions posées par la diaspora, un impact sur le co-développement ; Les éléments socio-anthropologique qui influencent le discours gouvernemental, l'implication de la diaspora dans le développement local sont des éléments démonstratifs de cette participation réciproque.

Bertrand BADIE dans son ouvrage "Migrations dans la mondialisation" dans lequel il soutient que la migration s'appuie désormais sur sa capacité de créer du bénéfice pour l'ensemble des acteurs, pour que les avantages retirés par les uns ne viennent à exclure les autres. Pour résoudre ces problèmes, les enseignants de l'Institut des relations internationales du Cameroun ont déjà pris le taureau par les cornes en proposant des éléments de solutions dans les différents ouvrages intitulés : **"Repenser le développement à partir de l'Afrique et Immigration et diaspora : un regard africain"**. Il est simplement question que les politiques du Cameroun s'approprient ces développements afin d'impulser cette conscience nationale qui traîne le pas. C'est également dans ce sens que le Pr. Pascal Charlemagne MESSANGA NYAMDING préconise que: " L'Afrique pour sortir des contraintes de la dépendance, de l'insécurité et de

la pauvreté, elle doit non seulement écrire elle-même son histoire, mais aussi, se l'approprier<sup>16</sup>.

## Références bibliographiques

**Camerounweb** (2019), Dialogue national : «la diaspora dit ses 4 verités à Paul BIYA». Consulté le 12 Novembre 2019 à 17h16mn.

**Centre de Recherche et d'Information pour le développement**

**Christophe Daum** (2007), « Grandeur et décadence d'une aspiration très généreuse », In Revue Internationale et Stratégique, Vol12, N°68, pp. 7-8.

**Christopher Beauchemin et al.** (2013), « Migration africaine : le co-développement en question. Essai de démographie politique », éd. Armand Colin, Paris, pp. 20-54.

**Danielle Minteu Kadje** (2015), « Penser le codéveloppement : la dynamique Franco-Malienne », In Sens public, Montréal, Vol2, N°15, pp. 5-6.

**Dilip RATHA** (2016), Migration and Remittances Factbook, Washington, Banque Mondiale, pp. 53-56.

**FIDA** (2017), envoi de fonds vers l'Afrique : marché de transferts de fonds, environnement favorable et perspectives, Banque mondiale, pp.10-16.

**François Rachline** (2010), « Afrique-France : réinventer le Co-développement au Nord comme au Sud », Nice, Institut Montaigne, pp. 39-54.

**Gérard Tchouassi** (2010), « L'argent de la diaspora et le financement des infrastructures sociales urbaines et périurbaines de base en Afrique », éd. Codesria, Dakar, p.205.

**Jean-Emmanuel Pondi et al.** (2011), "Repenser le développement à partir de l'Afrique", Yaoundé, Afrédit, pp. 25-45.

**Jean-Pierre. Cot**, est un juriste et un homme politique français. Il entra au gouvernement de Pierre Mauroy en 1981 comme ministre délégué chargé de la coopération et du développement. Il démissionne

---

<sup>16</sup> Pascal Charlemagne Messanga Nyamnding, "Reflexion sur les fondements du panafricanisme en tant que phenomene de diplomatie communautaire dans un contexte de gouvernance integrative en Afrique"



en 1982 du même gouvernement parce qu'il est en désaccord avec la politique africaine française, politique dite du pré carré. Il est partisan d'une politique de développement fondé sur la morale.

**Jean-François Bayart** (2007), « En finir avec le co-développement », In Alternatives Economiques, Paris, vol7, N°257, pp.2-6.

**Jacques Godfrain, Richard Cazenave** (2007), « Rapport sur le Co-développement », Assemblée Nationale française, Paris, pp.3-9.

**Jérôme Audran** (2008), « Gestion des flux migratoires : réflexions sur la politique française de co-développement », In Annuaire suisse de politique de développement, Vol.27, N°2, pp. 2-6.

**Le co-développement** est considéré comme un programme d'action permettant d'aller de l'avant et de renforcer la coopération internationale (2006), « Discours à l'ouverture de la rencontre de Haut Niveau Migrations Internationales et Développement », A/60/871, New-York,

**Louis Guespin** (1976), « Université de Rouen Types de discours, ou fonctionnements discursifs » P.3, Consulté le 7 Novembre 2019 à 7h44min.

**Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire** (MINEPAT), (2010), Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, pp.81-82.

**Ministère des affaires étrangères français** (2005), le co-développement, présentation générale, République française, pp.1-5.

**Ministre de l'intérieur** (1996), sous le gouvernement de Lionel Jospin

**ONU** (2006), « Migrations internationales et développement », Rapport du secrétaire général, Nations Unies, p.p4-14.

**OCDE, total APD** (2009), : Niveau record de l'aide au développement en 2008, Union européenne, pp. 6-10.

**Pascal Charlemagne Messanga Nyamnding**, «Réflexion sur les fondements du panafricanisme en tant que phénomène de diplomatie communautaire dans un contexte de gouvernance intégrative en Afrique»

**Roger Martin Aba'a** (2019), Camer.be «la diaspora camerounaise de France dit NON à la désobéissance civique lancée par Maurice Kamto»,

**Samin Nair** (1997), « Mission interministérielle migrations co-développement », éd. Khartallan, Paris, pp. 1-9.

**Strategie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) au Cameroun**

**Thomas Lacroix** (2010), « Politique de co-développement et le champ associatif immigré africain : un panorama européen », In Annuaire Africain de droit international, Vol 16, N°8pp. 80-82.

**Virginie Vanhaeverbeke** (2006), « Le Co-développement, un concept qui se cherche encore », In Echos du Cota, Vol4, N°3, pp.1-2.

**Valerie Wolff Opoku-Owusu** (S.) ICMPD, Document contextuel, l'engagement de la diaspora dans le domaine de l'investissement et de l'entreprenariat Principales stratégies et pratiques notables dans la région du Processus de Rabat, Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires ICMPD.

**Yves Bon** (2013), " Les migrants dans le co-développement: pratiques et représentations de la relation migration développée dans l'espace français ", mémoire pour l'obtention du master professionnel à l'institut d'étude politique de toulouse, p.p.6-9.